



-25-

Raciste, la société française ?

PATRICK COULON

« L'année 2016 est marquée par une progression de l'indice de tolérance et une diminution des actes racistes ayant fait l'objet d'un signalement aux forces de police et de gendarmerie⁹⁸, cette dernière tendance devant être mise en perspective avec l'importance du « chiffre noir » en matière de contentieux racistes. Malgré cette tendance positive dont on peut se réjouir, dans l'ensemble, le niveau du racisme en France demeure inquiétant. »

Ce passage extrait du rapport de la **Commission Nationale Consultative des Droits de L'Homme** résume assez bien la situation.

Il poursuit : *« Si des progrès par les pouvoirs publics ont été accomplis, la prolifération des discours de haine sur internet, la dimension stigmatisante de certains discours et actions publics tout comme la persistance des préjugés envers l'autre indiquent néanmoins qu'un long chemin reste encore à parcourir pour prévenir et combattre le racisme sous toutes ses formes. (...) Il est important de comprendre comment les discours politiques et les médias participent à renforcer ou déconstruire les préjugés. (...) Ces dernières années, les paroles tendancieuses de responsables politiques qui mêlent les problématiques de terrorisme et d'asile, qui, loin de toute réalité statistique, associent délinquance et immigration et qui, dans un total amalgame, confondent appartenance religieuse et fondamentalisme n'ont cessé de s'intensifier. Pareilles attitudes contribuent indubitablement à véhiculer, à bana-*

liser et à légitimer la parole raciste dans la société française. »

Malgré la menace terroriste qui, selon de nombreux observateurs, pourrait contribuer à accroître les tensions identitaires en France, **on constate une poursuite de l'apaisement et de l'ouverture** que le Baromètre enregistre depuis la fin 2014.

Ainsi, les préjugés hostiles aux différentes minorités reculent encore cette année, et les comportements et les propos racistes sont jugés de plus en plus intolérables et condamnables par les Français.

Conséquence de ce recul des tensions, les Français jugent de plus en plus que l'intégration des personnes d'origine étrangère fonctionne bien, et ils perçoivent une diminution du phénomène communautariste.

Reste que, d'une part, les préjugés et les attitudes xénophobes, voire racistes, sont loin d'avoir disparu, et concernent une proportion toujours très préoccupante de la population. D'autre part, le sentiment que le racisme est répandu

⁹⁸ Les statistiques administratives ne rendent néanmoins compte que de la face émergée de l'iceberg, le nombre de faits signalés étant très en deçà des faits réellement commis. On estime, ainsi, que seuls 6 % des faits d'injures et d'insultes racistes seraient signalés aux forces de l'ordre, et 3 % seulement seraient enregistrés au titre de plainte. De plus, près d'un Français sur trois déclarait en octobre 2016 avoir été l'objet de comportements racistes « au moins une fois » au cours des cinq dernières années (enquête CNCDH).

en France reste extrêmement majoritaire. Les améliorations notables que l'on constate depuis quelques années ne doivent donc pas masquer l'ensemble de la situation.

Sur le long terme, cette **progression de la tolérance** est portée par le renouvellement générationnel (chaque nouvelle cohorte est plus tolérante que celle qui la précède) et la hausse du niveau d'études.

Outre ces deux facteurs, le niveau d'ethnocentrisme (vision autoritaire et hiérarchique de la société) et, surtout, l'orientation politique influent sur la prédisposition à la tolérance.

Ainsi, la progression de l'indice de tolérance a été plus forte chez les sondés de gauche et les centristes, tandis qu'à droite, il baisse d'un point, pour atteindre une situation moyenne (moitié tolérants, moitié intolérants). Rappelons, enfin, que l'histoire de l'indice longitudinal de tolérance atteste du poids du contexte, qu'il s'agisse de la crise économique et de la manière dont elle est vécue, du récit dominant sur la diversité et l'immigration à un moment donné ou de la manière dont sont interprétés les événements par les élites politiques, médiatiques et sociales. En 2016, la hiérarchie des rejets demeure stable : les juifs, les noirs et les Asiatiques restent les minorités les mieux acceptées, les musulmans les moins acceptés, à l'exception des Roms et des gens du voyage, de très loin les plus rejetés. **Le racisme n'est plus de type biologique**, forme de racisme aujourd'hui très minoritaire au sein de la population ; il s'exprime davantage sous sa forme différentialiste, quand les manières de vivre, de penser et de croire de l'autre sont jugées trop différentes du groupe auquel on s'identifie. Il apparaît, enfin, un **comportement de censure sociale plus marqué sur la religion musulmane** et ceux qui la pratiquent. L'écart significatif de résultats, sur les questions afférentes, entre le sondage en face-à-face et le sondage en ligne, en est un bon indicateur, les personnes interrogées se sentant plus libres de s'exprimer devant un écran. Le sondage confirme ce que l'actualité laisse percevoir, à savoir un sujet éminemment clivant qui peut, à l'heure actuelle, se révéler tabou. La multiplication des attentats commis au nom de l'islamisme radical, les

débats autour des signes religieux dans l'espace public ont en effet placé l'islam au cœur du débat politique.

De manière générale, il apparaît que **le racisme** relève de plus en plus d'un contentieux de masse, qui **se manifeste principalement en ligne**, dans **les lieux publics** (voie publique, transports, autres sphères de vie comme le travail, l'école ou les administrations) et dans **les grandes agglomérations**. La structure de ce contentieux – qui reste inchangé depuis quelques années – révèle une prédominance des insultes, des injures et des provocations, d'autant plus forte que de nouveaux vecteurs de langage véhiculent le racisme sous toutes ses formes. On pense notamment à Internet et aux réseaux sociaux. Pour le PCF **la lutte** contre les stéréotypes racistes de tous ordres, c'est le combat contre le rapport social d'exploitation de masse, l'instrument de division de notre propre société, la France, qu'est aujourd'hui le racisme, qui **doit être considérablement revalorisé dans notre action**.

Inégalités sociales, précarisation et nouveaux modes d'exploitation du travail, assignations territoriales dans des quartiers délaissés par la République, discriminations racistes structurelles dans les politiques publiques (embauche, logement, contrôle au faciès) se conjuguent pour mettre à l'index, en état de sous-citoyenneté, une part croissante de la population, et singulièrement de la jeunesse. **Nous avons sous-estimé le caractère de masse de ce racisme institutionnel**, qui est une injure quotidienne au principe d'égalité dans la République. Comme nous avons les stigmates du colonialisme dans les imaginaires et les réalités d'aujourd'hui.

Ce combat, nous devons le porter haut et fort, en aidant à libérer la parole, à organiser l'action de toutes les victimes de ces discriminations, de toutes celles et de tous ceux qui se vivent comme les « racisés » de la République, à écouter et entendre les souffrances que cela engendre. Face à ceux qui veulent diviser ou séparer, construisons du commun, une égalité réelle et un nouvel universalisme qui reconnaissent pleinement la pluralité et la diversité des individualités, des cultures, des identités de cette part du monde qu'est notre pays, la France. ★